

Juste Terre!

n°92
SEPTEMBRE-OCTOBRE
2012
N° SPÉCIAL
www.entraide.be

Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim alors que l'agriculture est en mesure de nourrir 12 milliards d'êtres humains. Ceci est le produit de choix politiques et économiques délibérés. Les capitaux issus de la spéculation financière et qui se sont abattus sur les marchés agro-alimentaires peuvent être régulés. Les firmes de l'agrobusiness qui renforcent leur emprise sur la production alimentaire peuvent être contournées. Les mouvements paysans qui, comme au Burundi, luttent pour la souveraineté alimentaire et un modèle agricole alternatif en apportent la preuve jour après jour.



Edito

Depuis juillet 2010, les prix du maïs, du blé et du sucre ont augmenté de plus de 70% menaçant la survie de millions de gens.

Qu'est-ce qui explique cette flambée ? Elle est due à une combinaison de facteurs : climat, prix du pétrole, demande en agro-carburants, faible niveau des stocks mondiaux, demande des pays émergents mais surtout la spéculation.

Cette dernière a toujours existé sur les marchés agricoles et, si elle n'est pas à l'origine de la montée des prix, elle l'amplifie de plus en plus. En effet, depuis la crise financière de 2008, on constate un important phénomène de "migration" des capitaux spéculatifs – notamment les hedge funds américains – vers les marchés agro-alimentaires.

Ainsi, suite à l'implosion des marchés financiers qu'ils ont eux-mêmes causée, les "requins de la finance" ont commencé à s'intéresser à ce secteur jugé sous-évalué, ce qui explique le développement spectaculaire de nouveaux marchés "à terme". Or, selon la FAO, actuellement, seuls 2% des contrats sur ces marchés aboutissent effectivement à la livraison d'une marchandise. Les 98% restants sont revendus par les spéculateurs avant la date d'expiration¹.

Et le système s'auto-alimente : plus les prix augmentent, plus ce marché attire l'argent, et plus les prix alimentaires, déjà élevés, grimpent.

Or, il ne faut plus rappeler la dépendance, parfois totale, des pays pauvres par rapport aux prix mondiaux. C'est, par exemple, le cas de Haïti, un pays autosuffisant dans les années 1970 mais qui, aujourd'hui, importe plus de 80% de ses céréales.

Les spéculateurs n'éprouvent aucune considération particulière pour les conséquences que leurs actions peuvent avoir sur des millions d'êtres humains du fait de l'augmentation des prix. La loi du marché impose l'ignorance délibérée du fait que l'alimentation est un droit pour tous. Nous ne saurons donc qu'être d'accord avec Philippe Chalmin lorsqu'il s'interroge : "Quelle est cette civilisation qui n'a rien trouvé de mieux que le jeu – l'anticipation spéculative – pour fixer le prix du pain des hommes ?"².

■ François Letocart
Chargé de communication



¹ Ainsi, à Paris, par exemple, le nombre de contrats sur le blé est passé, entre 2005 et 2007, de 210 000 à 970 000.
² Philippe Chalmin, Le monde a faim, Paris, 2009, cité par Jean Ziegler in Destruction massive, Paris, Seuil, 2012

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

INTERVIEW

Carine Hermal et Françoise Leroy : regards sur un voyage de profs au cœur de l'Afrique

Cela fait maintenant plusieurs années que le Secteur Jeunes d'Entraide et Fraternité s'adresse spécifiquement à des enseignants pour lesquels les mots solidarité et partage ne sont pas des slogans mais des valeurs cardinales qu'ils ambitionnent de vivre quotidiennement en classe. Entretien avec Françoise et Carine qui sont parties en voyage d'immersion au Burundi.

Pour Entraide et Fraternité, la question qui se pose est celle du projet de société que porte l'enseignement. Veut-on faire de nos enfants de bons petits soldats de la société de production-consumation ? Les formater conformément aux desiderata des entreprises et des marchands ? Ou favoriser l'éclosion de citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires ?

Des outils ont été créés, des formations proposées... Dans cette optique, un voyage d'immersion pour des enseignants a été organisé avec, pour but, la découverte des réalités de nos partenaires du Sud mais aussi la construction d'un projet pédagogique dans les classes au retour.

Pour une école qui fait le mur

Pendant quinze jours de juillet, Françoise, Carine et Marc, accompagnés de Dolorès (responsable du Secteur Jeunes), ont sillonné les collines de la province du Bujumbura rural, au Burundi, afin de mieux comprendre le quotidien des paysans

du Sud. Ils y ont fait la connaissance de nos partenaires dans la région : AVIDEC (Association villageoise pour le développement communautaire) et OAP (Organisation d'Appui à l'Autopromotion).

Carine Hermal enseigne la religion et la communication dans des classes professionnelles, à Jambes et à Erpent. Françoise Leroy, laborantine de formation, a fait carrière comme éducatrice à Gerpinnes. Elle est aujourd'hui retraitée et bénévole active du Secteur Jeunes d'Entraide et Fraternité.

Juste Terre !: Carine et Françoise, quelle était votre motivation à vous embarquer dans ce projet de voyage ?

Carine Hermal : J'ai toujours eu le goût de la rencontre de l'autre. Depuis 2007, dans mon école, je collabore activement à un projet de chantier au Maroc. Nous y sommes allés à plusieurs reprises avec des classes du professionnel et du général. C'est dans ce contexte d'échanges Nord-Sud que j'ai fait la connaissance du Secteur Jeunes d'Entraide et

Fraternité, qui m'a proposé ce projet d'immersion au Burundi. Je l'ai compris comme une continuation de ce que je faisais. Et cela m'a donc motivé. J'ai dit "oui" sans hésiter !

Françoise Leroy : Depuis ma retraite, il y a douze ans, je suis bénévole à Entraide et Fraternité. J'appuie l'association pour des animations en milieu scolaire. J'avais envie de m'impliquer plus mais aussi de vivre une expérience de terrain. En effet, présenter une malle d'objets pédagogiques et faire une animation, c'est bien, mais c'est mieux si on peut parler d'une expérience concrète vécue avec les tripes. Ma motivation, c'était donc de fonder mon travail d'animatrice pour mieux faire bouger les jeunes ici ...

Juste Terre !: Quelle a été votre préparation pour ce voyage ?

Carine Hermal : La préparation a été relativement légère, elle s'est faite en quelques rencontres. Mais tous, nous avions déjà une expérience militante et une certaine "pratique" du Sud. Nous nous sommes concentrés sur le contexte du pays et le travail des partenaires.

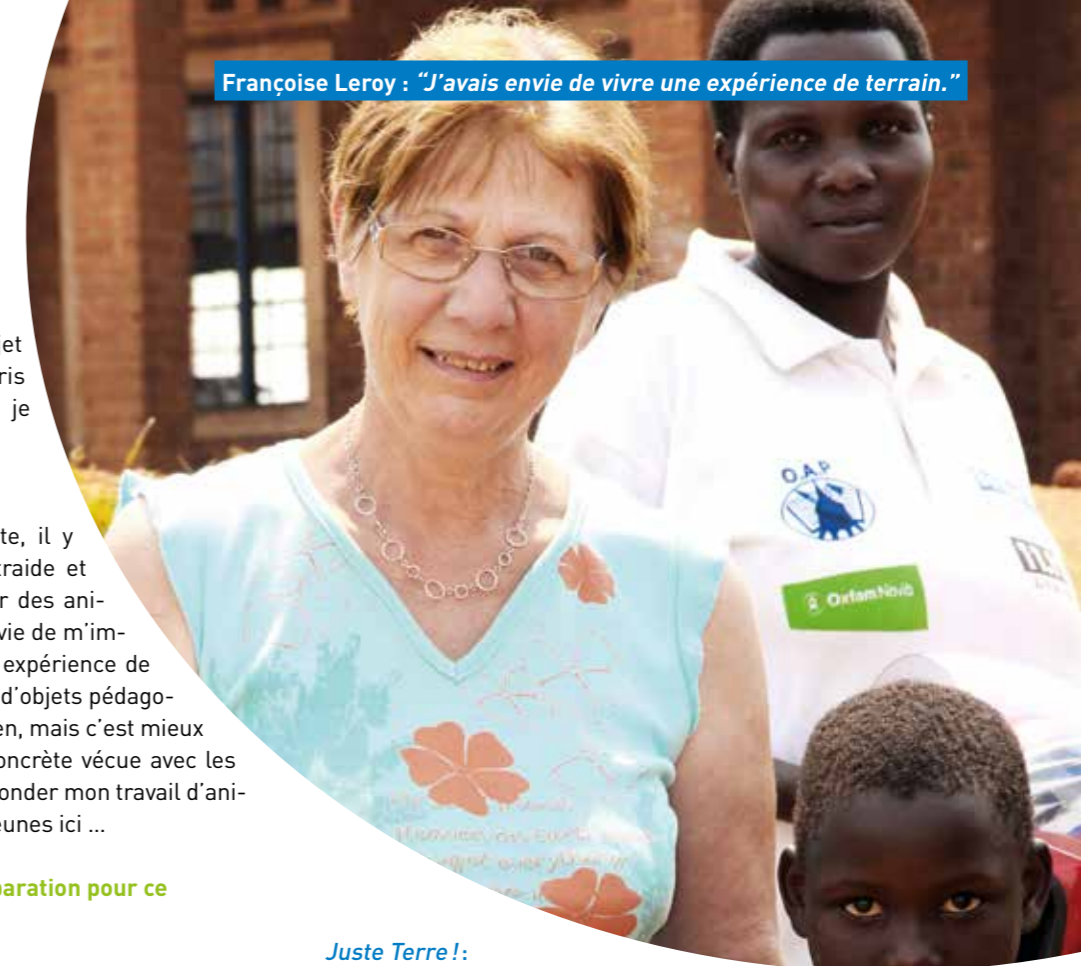
Françoise Leroy : Nous avons rencontré la chargée de projets d'Entraide et Fraternité et des personnes ayant voyagé récemment là-bas. On a également abordé la question des relations Nord/Sud. Un point important à mes yeux concernait tous les aspects pratiques car je n'avais jamais voyagé dans un pays d'Afrique. Grâce à la bonne préparation, je suis partie sans la moindre appréhension. Enfin, comme on ne se connaissait pas tous, on a également travaillé la dynamique de groupe qui a été excellente sur place.

Juste Terre !: Quelles images fortes garderez-vous du Burundi ?

Carine Hermal : Sur le plan émotionnel, j'étais en quelque sorte "protégée" par mon appareil photo qui mettait un écran entre moi et la réalité. Les impressions ne se sont révélées qu'au fil du retour et de la "digestion" de tout ce qu'on a vécu... Une image terriblement forte qui me hante encore ici, c'est celle de cette jeune maman de deux nourrissons jumeaux, qui ne peut pas allaiter les deux bébés en suffisance et qui fait le choix de nourrir le petit garçon au détriment de sa petite sœur. C'est terrible qu'aujourd'hui, quelque part sur la terre, une maman ait à faire ce choix...

Françoise Leroy : Pour moi, c'est l'omniprésence des militaires dans les zones que nous avons visitées. On sent bien que "la crise" n'est pas finie, que la guerre rôde encore... Nous avons rencontré des personnes dans différentes couches de la population et, malgré la joie de vivre apparente, on a bien senti que le pays est une casserole à pression qui, à tout moment, peut à nouveau exploser.

Françoise Leroy : "J'avais envie de vivre une expérience de terrain."



Juste Terre !:

Est-ce que ce voyage a modifié votre vision du Sud ?

Françoise Leroy : Je me suis rendu compte que parler de pauvreté et de faim n'a de sens que si on a vu cette misère "dans le blanc des yeux". Le Sud, ça ne s'apprend pas dans les livres ou à la télé. Il faut le vivre avec les tripes. Ce voyage m'a vraiment fait comprendre ce qu'on entendait par le mot pauvreté.

Cette dernière, je la côtoie certes en Belgique et je continuerai à m'élever contre elle mais j'ai aussi compris qu'elle n'avait rien à voir avec la réalité de ces femmes et ces hommes du Sud qui tentent tout simplement de survivre au quotidien. Cette expérience a radicalement changé ma vision et ma façon de faire avec les jeunes que j'anime ici. Je crois que pour parler vraiment de la pauvreté, il faut parler de la vie courante, pas de chiffres ou de statistiques...

Juste Terre !: Ça vous a remuée aussi dans votre vie quotidienne ?

Françoise Leroy : Bien sûr ! Je relativise bien plus les choses, je fais la part des choses entre les vrais et les faux problèmes !

Juste Terre !: Quelle appréciation portez-vous sur le travail des partenaires d'Entraide et Fraternité au Burundi ?

Françoise Leroy : Ils sont tout simplement formidables ! Ils allient enthousiasme, compétence et professionnalisme. Ils sont respectueux dans leurs rapports avec les bénéficiaires. Ils arrivent toujours à faire sourire les gens, à garder un contact qui redonne de l'espoir et fait chaud au cœur. De plus, ils sont bien organisés et structurés.



Carine Hermal : "J'ai envie de transmettre cette volonté de s'en sortir qu'ont les Burundais."

Juste Terre! : Quel défi prioritaire pour le pays mettriez-vous en avant suite à cette visite ?

Carine Hermal : La question de l'agriculture paysanne ! Il faut soutenir les projets qui tentent d'autonomiser les gens sur le plan alimentaire. Cela correspond à une demande réelle et, en plus, la façon de faire de nos partenaires porte des fruits.

Françoise Leroy : Il faut encore pacifier le pays. C'est terrible de rencontrer des gens qui ont tous été touchés au plus profond de leur être par la violence !

Juste Terre! : Comment comptez-vous utiliser cette expérience dans votre pratique d'enseignante et de militante ? Comment faire fructifier ce projet ?

Françoise Leroy : Un "package" d'outils est en voie d'achèvement pour la prochaine campagne de Carême : malle pédagogique avec fiches, tapisserie, présentation PowerPoint... Cela carbure ferme et on sera prêts pour de multiples animations !



De plus, on se réjouit d'accueillir les partenaires burundais en Belgique. À ce propos, je peux témoigner, pour l'avoir fait moi-même, que l'accueil de partenaires en famille durant cette période est un vrai privilège et un véritable enrichissement !

Carine Hermal : Pour ma part, outre cette participation à la campagne, je voudrais m'inspirer de l'idéal et de la pratique de nos partenaires dans mon travail d'enseignante : l'autopromotion ! Voilà un concept qui me parle et que j'ai envie de mettre en œuvre auprès de mes jeunes élèves souvent en perte de repères et en manque de confiance ! Au Burundi, j'ai vu chez les gens une volonté de s'en sortir. Cette volonté, j'ai envie de la transmettre à notre jeunesse démobilisée. Peut-être qu'un voyage avec des élèves pourrait se faire... En tout cas, je compte bien rester "en ouverture" et essayer de mettre les gens debout, ici aussi !

■ Propos recueillis par François Letocart

Le Secteur Jeunes d'Entraide et Fraternité proposera de nouvelles expériences de ce type à des enseignants motivés mais aussi à des classes qui désirent réaliser un voyage de fin d'études pas comme les autres.

Un nouvel outil, un "carnet de préparation au voyage solidaire" est en voie d'impression. Il propose une réflexion et un cheminement préparatoire concret pour les groupes qui veulent se lancer dans pareille aventure solidaire. Infos et commandes : 02 227 66 80 ou www.entraide.be.

En juillet 2013, les Journées Mondiales de la Jeunesse auront lieu au Brésil.

L'envie de faire découvrir la réalité des paysans sans terre de Goiás aux jeunes est une volonté des organisateurs de cette édition des JMJ. C'est dans cet esprit qu'Entraide et Fraternité a accepté de collaborer à ce projet. La préparation des jeunes au voyage, au contexte, au combat des paysans et à la réalité de terrain ainsi qu'un éventuel accompagnement sur place sera la partie plus spécifique de l'engagement d'Entraide et Fraternité. Nous sommes heureux de porter ensemble la voix des sans-voix dans un esprit d'Eglise proche des plus pauvres. Il est possible de s'inscrire à ces JMJ jusque mi-décembre. Renseignez-vous au 0473 96 68 58.

Emprise et empreinte de l'agrobusiness Points de vue du Sud

Une nouvelle parution dans la collection **Alternatives Sud**, fruit de la collaboration entre le **CETRI** (Centre Tricontinental), Louvain-la-Neuve) et **Entraide et Fraternité**.

Architectes et principales bénéficiaires de la libéralisation des échanges agricoles, les firmes de l'agrobusiness ne cessent de renforcer leur emprise sur le système agroalimentaire mondial.

Fortes de leur poids économique et de leur influence politique, favorisées par une batterie de normes internationales taillées sur mesure, elles poursuivent leurs stratégies de concentration à l'échelle de la planète, prélevant une part grandissante de valeur ajoutée tout au long des chaînes productives.

Dopées par la hausse des prix agricoles et le boom des agro-carburants, elle "gagnent du terrain" au Sud, via l'acquisition de grandes superficies fertiles ou la prise de contrôle des opérateurs locaux. Et y imposent "leur" modèle de développement : productiviste, tourné vers l'exportation, socialement excluant et écologiquement destructeur.

L'adhésion des gouvernements et des organismes internationaux au discours des grandes firmes sur la "pénurie alimentaire globale qui vient" n'en finit pas d'étonner. Parées des vertus prométhéennes que leur confèrent leurs avances technologiques, seules ces firmes seraient capables de dynamiser des secteurs agricoles traditionnels "improductifs", en vue de nourrir le monde.

Les mouvements paysans dénoncent cette imposture qui occulte les causes structurelles de la faim. Au nom de la souveraineté alimentaire et de la diversité agricole, ils s'opposent à un modèle qui signe la fin des agricultures paysannes et la marginalisation de centaines de millions de personnes qui en vivent.

L'ouvrage comprend huit contributions sur des sujets divers : l'accaparement des terres, les agro-carburants au Guatemala, la mainmise de Monsanto sur l'agriculture sud-africaine, l'agrobusiness au Brésil ou en Indonésie, etc.

Il est disponible au prix de 13 € à Entraide et Fraternité (02 227 66 80) ou au Cetri (cetri@cetri.be).

alternatives sud

Emprise et empreinte de l'agrobusiness

Points de vue du Sud



CentreTricontinental

INRA

SYLÉPSE

“Quand les accords nous arrivent, tout est pour ainsi dire bouclé”

Tel est le constat de nos représentants publics présents au Salon Valériane, ce 1^{er} septembre, à l’occasion d’une table ronde co-organisée par Entraide et Fraternité et portant sur le droit à l’alimentation bafoué par l’exploitation des ressources naturelles.

Plusieurs organisations du Nord (Entraide et Fraternité, Nature et Progrès, Commission Justice et Paix, CNCD, FIAN, Cetri) et deux organisations du Sud (Centre National d’Appui au Développement et à la Participation Populaire – CENADEP - et le Colectivos de Estudios Rurales IXIM) ont joint leurs efforts pour interpellier des décideurs et dénoncer une exploitation toujours plus grande des ressources naturelles au détriment de la sécurité alimentaire des populations paysannes.

Ainsi, la députée européenne V. De Keyser (PS), la députée fédérale T. Snoy (Ecolo) et le député fédéral D. Clarinval (MR) ont écouté attentivement les recommandations qui leur ont été présentées :

- Dans le cadre des accords régionaux et bilatéraux de libre-échange, une étude d’impact sur les droits humains basée sur les Principes directeurs proposés par le Rapporteur Spécial sur le Droit à l’Alimentation, Olivier De Schutter ;
- Une révision du modèle belge des Accords bilatéraux d’investissement (garanties minimales en matière d’impact social, de protection de l’environnement et des droits de l’homme) ;
- Des voies de recours pour les victimes de violation du droit à l’alimentation par les entreprises (et notamment, par exemple, la ratification du Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - PIDESC) ;
- Des mesures adaptées (lois, résolutions, interpellation du gouvernement) pour proscrire toute aide publique (BIO, AWEX,...) pour des projets d’investissement à l’étranger visant l’acquisition de terres à grande échelle et la prise de contrôle sur les ressources naturelles aux dépens des populations locales et de leur sécurité alimentaire.

Si Madame De Keyser rappelle que le Parlement européen a compétence de codécision pour les accords de commerce internationaux, elle regrette cependant que celui-ci ne soit pas davantage informé dès le début du processus des négociations. Par ailleurs, elle se préoccupe des droits des victimes.



“La famine est un problème de distribution et non de rareté”

Madame Snoy attire l’attention sur la nécessité de réorienter le modèle agricole et de consommation alimentaire en Europe. Elle souhaite obtenir des informations quant à l’utilisation des deniers publics à des fins de lucre plutôt qu’à des fins de développement. Elle envisage une résolution visant à interdire l’utilisation des fonds de pension dans la spéculation des denrées alimentaires.

“La Belgique ne peut être seule dans ce débat”

Monsieur Clarinval rappelle la responsabilité des Etats du Sud et encourage la société civile à faire pression sur eux. En matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), il signale que la Belgique est à la pointe sur cet aspect.

Malgré les limites du cadre politique dans lequel ils évoluent, les décideurs présents se sont montrés préoccupés par les questions soulevées et ont manifesté, à des degrés divers, une volonté de progresser vers une plus grande prise en compte des droits des populations paysannes.

■ **Carmelina Carracillo**
Responsable Service Politique



Il faut prendre en compte les droits des paysans.

“Good Food March” En marche pour une autre Politique agricole commune !

Le 19 septembre 2012, au Cinquantenaire, étaient réunis des représentants de la société civile européenne (syndicats, organisations agricoles, organisations de consommateurs, défenseurs de l’environnement, collectifs citoyens) pour la dernière étape de la marche “Good Food”, à Bruxelles.

C’est, en effet, la première fois que le parlement européen et les gouvernements nationaux, conjointement, décideront de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) pour les prochaines années.

Entraide et Fraternité s’est jointe aux marcheurs/ses, originaires de 15 régions d’Europe, qui demandent la mise en place urgente d’une PAC en mesure de **garantir des prix justes pour les agriculteurs** et les consommateurs ainsi qu’une **production agricole saine et respectueuse de l’environnement**.

Parmi d’autres recommandations exprimées, citons :

- Plus de transparence quant aux marges bénéficiaires des acteurs impliqués dans la chaîne alimentaire ;
- Une optimisation des facteurs de production et une valorisation de techniques respectueuses de l’environnement adaptées aux petites exploitations ;
- Une forte régulation des échanges commerciaux agricoles (notamment des importations des denrées alimentaires pour bétail vers le Nord et des exportations des surplus européens vers le Sud).

■ **Carmelina Carracillo**
Responsable Service Politique



La marche pour une bonne alimentation se termine à table, à Bruxelles.



Xavier Delwaerte, Secrétaire Général de la Fédération Unie de Groupements d’Éleveurs et d’Agriculteurs de Belgique (FUGEA), Carmelina Carracillo, Willy Schuster, Co-président d’Eco Ruralis (soutien à l’agriculture bio et traditionnelle) de Roumanie.

Un potager social à Glain ...

Une idée qui a germé, s'est concrétisée, a grandi et porte aujourd'hui ses fruits.

Le Pré des Maclottes, à Glain, favorise le *vivre-ensemble* de personnes en souffrance psychosociale et d'habitants du quartier multiculturel de Glain. Ensemble, ils réalisent **différents projets** avec l'objectif de **déstigmatiser les maladies mentales, de lutter contre l'isolement et de contribuer à la réinsertion des personnes.**

Un potager, pour quoi faire ?

En collaboration **avec l'équipe des kinés et des ergothérapeutes, une idée a germé** : celle d'un **potager social ouvert à tous, outil de socialisation pour les habitants du quartier et les patients de la clinique voisine.**

Mais pour cela, il fallait un abri de jardin pour ranger les outils et un endroit pour cuisiner les légumes et partager un repas autour d'une table.

Des jeunes s'impliquent dans le projet !

L'école Don Bosco s'est lancée dans cette **grande aventure humaine, citoyenne et écologique** et a relevé le défi de **construire un chalet de A à Z, avec les compétences des élèves des différentes sections de l'école.** Electriciens, menuisiers, ébénistes, soudeurs, techniciens des constructions en bois, assistants en décoration, chauffeurs de poids lourds, techniciens des industries graphiques ont travaillé sans relâche.

Concentrés sur leurs travaux, motivés par le projet, ils se sont organisés et l'esprit d'équipe fut bien réel. Des professeurs de la section étaient là pour donner un coup de main et dispenser des conseils avisés. D'autres adultes (professeurs, éducateurs, membres de l'équipe de direction, personnel de la clinique) sont venus prêter main forte aux élèves. Le personnel de la clinique, assisté de quelques patients, s'est mobilisé pour organiser l'intendance. **Au-delà de ce défi technique,** ce fut donc l'occasion pour ces élèves de vivre des moments riches de rencontres qu'aucun participant ne pourra oublier.



Les jeunes se sont construits au travers de ce projet, en tant que citoyens responsables mais aussi sur le plan personnel. Nicolas, élève en menuiserie : *"Voir le chalet à l'atelier, puis le voir ici, fixé et monté, c'est une grande satisfaction. On aime bien voir les gens qui sont heureux en sortant d'ici. On réalise leur projet et le nôtre en même temps. C'est ce qui nous motive de venir travailler ici"*. Julien, 7^e "Techniciens des constructions en bois" : *"Mettre mes compétences au service des malades, c'est une expérience qui restera gravée dans mon cœur"*.

Le chalet est quasi terminé. C'est une belle **occasion de se battre ensemble contre des préjugés** : les patients de la clinique Notre-Dame des Anges ont surtout besoin de retrouver une vie sociale et les gestes du quotidien pour reprendre pied dans la vie. Michel : *"On peut se côtoyer, on vient tous d'univers différents. C'est culturellement très riche... Demain, je vais encore au potager, j'ai hâte. Le contact avec la terre, c'est bon ! Elle me détend, elle prend mon électricité ! Puis, travailler ensemble, c'est convivial !"*.

En attendant les confitures....

En mai 2011, un magnifique potager a vu le jour à côté du chalet. 110 bacs d'1m² ont été installés ainsi qu'une serre de 21m². Ce qui permet la culture biologique de nombreux légumes. Le potager est ouvert aux usagers tous les jours, entre 9h et 12h. L'engouement est bien réel au sein du quartier et les premières récoltes sont bonnes... Le potager s'agrandit et s'organise au fur et à mesure...

Le chalet abrite les outils qui servent à cultiver les légumes et les fruits du potager social. Mais permettra bientôt à tous de cuisiner et déguster les produits récoltés. **Les légumes bio seront transformés en confitures, potages...**

Une table d'hôtes sera ouverte aux bénéficiaires de la clinique et aux habitants du quartier. Le mobilier intérieur sera évidemment construit par les étudiants de l'école Don Bosco. *"Ici, il n'y a plus de malades mais des acteurs de vie"*, conclut un animateur du potager.

■ Manuelle Meeus

Département Communication